

GODBOUT, Jacques-T., *La démocratie des usagers*. Montréal, Boréal Express, 1987. 190 p.

Roger Levasseur

Volume 41, Number 3, Winter 1988

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/304604ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/304604ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Levasseur, R. (1988). Review of [GODBOUT, Jacques-T., *La démocratie des usagers*. Montréal, Boréal Express, 1987. 190 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 41(3), 450–453. <https://doi.org/10.7202/304604ar>

GODBOUT, Jacques-T., *La démocratie des usagers*. Montréal, Boréal Express, 1987. 190 p.

Depuis une quinzaine d'années Jacques-T. Godbout mène des recherches sur la participation des citoyens et des usagers dans les institutions publiques et les organisations volontaires. Il nous propose dans *La démocratie des usagers* une analyse neuve et une contribution théorique tout à fait originale sur cette question.

Godbout se situe lui-même dans la perspective du réformisme social, troisième voie entre le libéralisme et le marxisme, autre façon de penser la réalité sociale et sa transformation. Le lieu privilégié de la transformation sociale n'est pas, pour lui, le système de production, comme le veulent ces deux approches «classiques», mais bien l'usager, l'utilisateur du produit, du bien ou du service. L'auteur nous invite donc à un déplacement de l'objet d'analyse, du producteur à l'usager. Plus précisément encore, il insiste sur la relation producteurs-usagers, mais envisagée du point de vue de l'usager. Ce point de vue fournit selon lui l'alternative aux deux dimensions complémentaires des sociétés libérales actuelles, le marché et la planification «techno-professionnelle» (chapitre 1).

Les sociétés libérales se sont constituées et développées sur deux types dominants de relations: marchande, basée sur la logique de classe, exploitateur-exploité; politique, fondée sur la logique gouvernant-gouverné, producteur-usagers. Les chapitres 2 et 3 sont consacrés à ces deux relations: «à comprendre, écrit l'auteur, comment, dans un *même mouvement*, se sont développées la relation producteur-consommateur et la relation gouvernant-gouverné. L'une a entraîné l'exploitation du producteur direct (le travailleur); l'autre a conduit à l'exclusion de l'usager et à l'apparition d'un secteur salarié protégé partiellement de l'exploitation» (p. 31). Ainsi, croit Godbout, à la relation marchande s'est superposée la relation politique pour protéger la société contre le marché. Et la relation politique se développant progressivement, grâce, entre autres, à l'affirmation de la démocratie représentative, produit ses propres «effets pervers», ceux découlant du pouvoir que détiennent des employés professionnels dans leur rapport avec les clients. Mais il existe une différence fondamentale entre la relation marchande et la relation politique. La relation politique est fondée sur le statut de membre, sur le principe d'appartenance, tandis que la relation marchande est basée sur le statut d'étranger et le principe d'opposition. Cette distinction permet à l'auteur d'établir les fondements de la relation démocratique et ses perversions. La relation démocratique repose sur la tension entre le principe d'opposition propre à la relation marchande et le principe d'appartenance spécifique à la relation politique. «La relation démocratique, avance Godbout, se maintient à l'intérieur d'un espace dont les frontières sont, d'un côté, l'absorption holiste du client dans l'appartenance et, de l'autre, la rupture du lien d'appartenance caractéristique de la relation marchande.» (p. 64)

Impliquant une distance entre le client et le producteur, la relation marchande repose sur un minimum de relation d'appartenance communautaire tandis que la relation politique lie l'usager au producteur par un maximum de relation d'appartenance communautaire. Pour Godbout, réduire la démocratie à l'un ou l'autre de ces deux pôles, entraîne un détournement, une perversion

de la démocratie. Et réduire la démocratie à une relation marchande revient à épouser la perspective élitiste. Car, selon lui, la théorie démocratique n'est plus alors qu'«une théorie de la concurrence entre élites spécifiquement formées pour gouverner» (p. 66). Or les perspectives élitistes tendent à faire de la relation marchande «le modèle des relations entre gouvernants et gouvernés, ... deux ensembles séparés, à la manière des protagonistes de la relation marchande» (p. 67).

Par contre, croit-il, réduire la démocratie à la relation politique équivaut à adopter la problématique *participationniste*. Pour les participationnistes, nous dit J. Godbout,

c'est le lien d'appartenance actuel ou potentiel de tous à l'organisation, presque à une communauté, qui est le seul fondement de la démocratie. En oubliant le second principe, celui du marché, de l'étranger, de la nécessaire distance entre les gouvernants et les gouvernés, ils négligent le droit à l'opposition, ce mécanisme de protection contre les gouvernants qui est à l'origine de la démocratie moderne. Ils oublient que la participation peut être un moyen pour les gouvernants de réduire le contrôle des gouvernés, que la participation est une adhésion qui à la limite empêche l'opposition et ouvre la voie au totalitarisme (p. 67).

Ainsi pour Godbout la démocratie traduit la tension entre le principe d'appartenance à une entité sociale et le principe d'opposition au sein de cette entité qui s'appuie sur le droit des minorités à devenir des majorités.

La relation marchande et la relation politique se structurent dans des rapports sociaux qui évoluent et se transforment dans le temps. Godbout en analyse de près deux aspects particuliers et complémentaires: les relations salariales (chapitre 4) et les rapports de classes (chapitre 5).

Il part du constat que dans les sociétés libérales actuelles les producteurs sont avant tout des salariés aussi bien dans la relation marchande que dans la relation politique. Mais quel sens prend alors le salariat pour le producteur et pour le client dans les deux types de relation? Dans la relation marchande où dominent des rapports d'extériorité, d'étrangéité, de distanciation, la relation est défavorable aux producteurs salariés mais favorables aux consommateurs. Par contre la situation inverse se produit dans la relation politique où les producteurs salariés, c'est-à-dire les employés permanents, obtiennent au nom du principe d'appartenance le maximum d'avantages au détriment de l'usager, du membre de l'organisation. La relation politique tend donc, selon lui, à être favorable au salarié puisque ce dernier n'est pas soumis au marché: «la limite de ce qu'il peut obtenir n'est pas fixée par la concurrence, mais par les ressources matérielles des membres et ce qu'ils sont prêts à consacrer à l'organisation, évalué du point de vue de l'intensité de leur sentiment d'appartenance des bienfaits qu'ils comptent retirer de l'organisation et, enfin, de l'importance qu'ils accordent aux salariés dans l'organisation.» (p. 80-81) Pour Godbout, la situation idéale pour les salariés dans les sociétés libérales actuelles est donc «d'être employé d'une association démocratique et client d'une organisation marchande» (p. 81). Car les rapports salariaux s'y inscrivent dans un double rapport de classes: d'une part, participant de l'opposition principale entre les agents du système de production (propriétaires contre prolétaires); et, d'autre part, participant de relations conflictuelles entre les producteurs et les clients. Dans les sociétés libérales, soutient-il, nous assistons à un déplacement

des conflits sociaux, de l'opposition principale entre propriétaires et prolétaires au conflit entre producteurs et usagers: «tous tendent à échapper au marché en tant que producteurs, et en même temps tous souhaitent qu'on applique le marché à leur relation en tant que client-consommateur.» (p. 116-117) Pour Godbout, «les classes sont le résultat de cette lutte: ceux qui perdent le plus sont ceux qui se retrouvent soumis à la relation marchande comme producteurs et à la relation non marchande comme consommateurs» (p. 117). Ce rapport de classe conduit à une double exploitation:

*exploitation capitaliste* qui consiste, dans le cadre de la relation marchande, à contrôler le producteur direct et à prélever sur ce que le produit rapporte à l'organisation une part disproportionnée par rapport à celle du producteur direct, et l'*exploitation professionnelle* qui consiste, pour un producteur, dans le cadre d'une relation non marchande, à prélever sur le client, et en échange de son travail (service), une part disproportionnée par rapport à celle que le client retire dans la société en tant que producteur. (p. 117)

Cette double exploitation instaure une société de producteurs où l'usager est exclu.

Les derniers chapitres (6 à 9) présentent une analyse critique de la «société des producteurs» qui prédomine dans les faits et posent les conditions de l'apparition d'une société des usagers. La société des producteurs reposerait, à la manière du paradigme scientifique, sur «la construction sociale de l'incompétence de l'usager» (p. 130) et son intégration au système de production. Or, souligne Godbout, le monopole de la compétence n'est pas le propre du producteur. Nous sommes plutôt en présence de deux compétences de nature différente. Celle du producteur se situe au cœur du procès de production et concerne son organisation, sa planification et son renouvellement par l'introduction permanente de l'innovation. La compétence de l'usager repose sur sa capacité de porter un jugement sur les résultats de la production. Aussi, pour que ces deux compétences s'exercent, le maintien d'une distance, d'une séparation entre producteurs et usagers est une nécessité «structurelle». La «participation» des usagers devient une stratégie du producteur pour réduire, voire abolir cette distance de manière à mieux intégrer les usagers à l'univers des producteurs. Dans cette perspective, les producteurs visent à remplacer la *démocratie électorale* par une *démocratie de contact* entre l'usager et le producteur qui en vient à définir l'intérêt public de sa propre autorité. Une société de producteurs, fondée sur le marché, la bureaucratie et le professionnalisme tend à nier l'usager, la démocratie et les deux principes qui la fondent, l'opposition et l'appartenance, pour ne conserver que la communauté des producteurs. Seule la prise en compte du point de vue de l'usager peut introduire une transformation de la société de producteurs, maintenir la démocratie, l'équilibre dynamique entre le principe d'opposition et le principe d'appartenance.

Voilà les principales articulations de cette thèse fort séduisante. Remarquable dans son argumentation d'ensemble, l'ouvrage demeure néanmoins «problématique» sur un certain nombre de points. Soulignons d'abord que la relation marchande est présentée ici moins comme un système complexe de rapports sociaux que comme une logique, un principe à la fois différent de la relation politique et constitutif de la relation démocratique et du projet de démocratie des usagers. Aussi le rapport marchand est-il ramené à sa plus simple expression: les capitalistes, les producteurs directs et les clients. Tout

se passe comme si les entreprises privées ne comportaient pas de «professionnels», de cadres salariés; comme si ces catégories n'étaient présentes que dans les administrations et organismes du secteur public (p. 107-108). Bref toute l'évolution des rapports complexes de pouvoir (propriétaires, administrateurs élus, dirigeants salariés, etc.) au sein de la grande entreprise est ignorée.

Dans la relation politique où s'établissent des rapports asymétriques de pouvoir entre les «permanents», les élus et les usagers, favorables aux permanents, c'est le concept même du permanent qui pose problème, qui demeure pour le moins ambigu. En effet, la notion de permanent renvoie aussi bien au simple fonctionnaire, au «professionnel patenté» qu'au technocrate, subsistant dans une même désignation des acteurs forts différents par leurs responsabilités, leur pouvoir au sein des organisations et leur niveau de vie. Dans quelle mesure, comme le suggère Godbout, tous les permanents dans la relation salariale, par exemple, jouissent-ils d'une situation plus avantageuse que celle non seulement des travailleurs mais aussi des cadres et des «professionnels» salariés du secteur privé?

Ces permanents, nous dit Godbout, appartiennent à la classe moyenne, laquelle se caractériserait par le fait d'échapper au rapport marchand, à l'exploitation capitaliste (p. 106). Cela signifie-t-il que seule la relation politique constitue le lieu de formation de la classe moyenne?

Enfin, l'auteur laisse entendre que les sociétés libérales sont passées du marché à un système planifié et professionnalisé (p. 94). Cette grande transformation implique-t-elle que dans les sociétés libérales la relation politique ait supplanté la relation économique? Que le pouvoir des professionnels se soit substitué en quelque sorte au pouvoir des capitalistes?

En somme l'économique et le politique, le privé et le public sont pensés chez Godbout davantage dans leur autonomie, leur opposition et leur différence que dans leurs rapports réciproques. Or les sociétés libérales actuelles ne se caractérisent-elles pas par l'interpénétration croissante de ces divers éléments? Un nouvel espace social, produit à la fois d'une «socialisation de l'État» et d'une «étatatisation de la société», n'est-il pas en constante progression au détriment de l'autonomie et de la séparation du privé et du public?

Ces interrogations et ces remarques n'enlèvent toutefois rien à la force de l'ouvrage qui nous invite à une réflexion stimulante et renouvelée des grands enjeux des sociétés libérales contemporaines. Un ouvrage sans doute appelé à devenir un classique de la sociologie au Québec.